

Montée des tensions entre l'Iran et les États-Unis : menaces de guerre ?

écrit par Nicolas Faure | 19 avril 2025



Montée des tensions entre l'Iran et les États-Unis, dynamique complexe de menaces militaires et diplomatie incertaine

Les relations entre l'Iran et les États-Unis ont toujours été marquées par des hauts et des bas, mais ces dernières années – notamment depuis l'accession de Donald Trump à la présidence – elles sont devenues beaucoup plus conflictuelles. **Aujourd'hui, la dynamique entre les deux puissances s'est intensifiée autour du programme nucléaire iranien et d'un cycle apparemment sans fin de menaces mutuelles.** Les États-Unis et l'Iran sont engagés dans une guerre de mots et de postures militaires, et la menace d'un conflit armé devient plus probable que jamais.

L'ultimatum de Trump : un pas vers une action militaire ?

Le président Donald Trump, fidèle à sa position ferme et isolationniste, a récemment lancé de sévères avertissements à l'Iran. En réponse au refus de l'Iran de revenir à la table des négociations pour un nouvel accord nucléaire, Trump n'a pas exclu la possibilité d'une action militaire. *« Si l'Iran refuse de se conformer aux exigences américaines, nous n'hésiterons pas à prendre des mesures militaires »*, a-t-il déclaré, **donnant un délai de deux mois pour parvenir à un accord.** Cette déclaration a exacerbé les tensions dans la région et a été considérée comme un nouvel exemple de la politique « America First » de Trump, qui favorise les actions agressives contre les nations perçues comme menaçant les intérêts américains.

L'aspect le plus inquiétant de cette menace est que l'action militaire, bien que présentée comme un dernier recours, devient de plus en plus crédible à mesure que les tensions s'intensifient. Cette position a polarisé davantage les deux parties, enfermant l'Iran et les États-Unis dans une dynamique de confrontation qui pourrait facilement dégénérer en conflit ouvert.

Ali Khamenei : Réponse forte du Guide suprême iranien

En réponse à ces menaces, le Guide suprême iranien Ali Khamenei a rapidement déclaré que l'Iran riposterait par un coup dur à toute agression. Khamenei a souligné dans un discours public que l'Iran ne se laisserait pas intimider et que la défense de sa souveraineté n'était pas négociable. Cette réaction n'est pas nouvelle dans la politique iranienne : l'Iran a toujours adopté une ligne dure en matière de défense nationale, en particulier après le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord nucléaire de 2015, connu sous le nom de Plan d'action global commun (PAGC), en 2018.

Cette réponse forte souligne la position intransigeante du régime iranien. Tentant de maintenir un équilibre fragile avec ses alliés internationaux, Téhéran a clairement fait savoir que toute attaque entraînerait de sérieuses représailles. Cette position sert non seulement de message stratégique de la part des États-Unis, mais aussi d'assurance à l'opinion publique et à l'armée iraniennes que leurs dirigeants seront fermement sous pression.

Les Gardiens de la révolution : la force de dissuasion militaire de l'Iran

L'importance croissante des Gardiens de la révolution iraniens comme principale force militaire du pays reflète une intention claire de se préparer à un conflit potentiel. Le commandant des gardes, l'une des personnalités les plus puissantes d'Iran, a récemment mis en avant les capacités militaires du pays, notamment un vaste réseau de tunnels souterrains et de missiles balistiques capables d'atteindre des cibles stratégiques. Cette démonstration de force est une réponse directe aux menaces américaines, visant à dissuader Washington d'intervenir militairement et à rappeler à la région que l'Iran dispose d'un arsenal moderne et prêt à intervenir.

Les Gardiens de la révolution ne se contentent pas d'élaborer des stratégies défensives : ils sont au cœur des opérations militaires régionales de l'Iran, de l'Irak à la Syrie, où ils soutiennent les groupes militants pro-iraniens et maintiennent une forte influence. Le message est clair : l'Iran peut frapper sur plusieurs fronts, et toute tentative de déstabilisation pourrait se retourner contre les forces américaines et leurs alliés.

Renforcement de l'armée américaine : une escalade risquée

En réponse aux avertissements de Trump, les États-Unis ont considérablement accru leur présence militaire dans le golfe Persique. Le déploiement de bombardiers stratégiques B2 et l'arrivée d'un porte-avions supplémentaire ont été largement interprétés comme des signes de préparatifs en vue d'une éventuelle action militaire. Cette posture militaire américaine renforcée a aggravé les tensions, augmentant l'anxiété parmi les dirigeants iraniens et la population. L'allocation de telles ressources n'est pas accidentelle. **Les États-Unis cherchent clairement à maximiser leur pouvoir de dissuasion tout en envoyant un message fort à Téhéran : si l'Iran choisit la confrontation, il en paiera le prix. Toutefois, cette escalade comporte de sérieux risques, notamment la possibilité** d'un conflit armé à grande échelle qui pourrait impliquer des alliés des deux pays.

Médiation des États du Golfe : une chance de désescalade

Dans ce climat tendu, certains États du Golfe, comme Oman et le Qatar, ont proposé de servir de médiateurs dans les négociations indirectes entre les États-Unis et l'Iran. Cet effort diplomatique pourrait être une rare occasion de résoudre la crise sans recourir à la violence. Pour l'Iran, la possibilité de négocier sans

perdre la face reste un objectif clé. Le pays tente de maintenir un équilibre délicat entre ses relations avec ses principaux partenaires internationaux comme la Chine et la Russie et ses intérêts militaires et économiques.

Bien qu'alignés sur les États-Unis, les pays du Golfe sont pleinement conscients des dangers d'un conflit ouvert. Ils craignent que toute escalade puisse avoir de graves conséquences sur la stabilité régionale, notamment en termes de sécurité énergétique, étant donné le rôle central du Golfe dans le transport mondial du pétrole. Leur médiation peut donc être considérée comme une démarche pragmatique visant à contenir les tensions tout en préservant la stabilité régionale.

Sanctions économiques : pression incessante sur l'Iran

Outre les menaces militaires et diplomatiques, les sanctions économiques américaines – réimposées après le retrait du JCPOA (Accord de Vienne sur le nucléaire iranien – continuent d'impacter gravement l'économie iranienne. Le président iranien Massoud Pezizkian a réitéré que la levée de ces sanctions était une condition préalable à toute nouvelle négociation. **Le pays est actuellement confronté à une forte inflation, à une dévaluation de la monnaie et à des pénuries de biens de première nécessité** – des facteurs qui pèsent de plus en plus sur la vie quotidienne des Iraniens ordinaires.

Si l'Iran espère négocier un allègement des sanctions, il devra naviguer dans un environnement international extrêmement complexe. Sa diplomatie sera mise à l'épreuve, mais des concessions économiques significatives pourraient offrir un terrain d'entente – à condition qu'elles soient suffisamment importantes pour répondre aux exigences de Téhéran sans offrir aux États-Unis une victoire complète.

Une nouvelle ère de confrontation – ou de négociation ?

Les relations entre l'Iran et les États-Unis semblent être à un tournant. D'un côté, l'option militaire reste une réalité inquiétante, alors que les deux pays

continuent d'accumuler des ressources et de proférer des menaces. D'un autre côté, les efforts de médiation des puissances régionales et la diplomatie indirecte représentent une voie potentielle vers la désescalade. Cependant, le chemin vers les négociations est semé d'embûches, car chaque démarche doit prendre en compte les intérêts concurrents et les dynamiques de pouvoir.

Les semaines à venir seront cruciales. Les mesures prises – qu'elles soient diplomatiques ou militaires – façonneront non seulement l'avenir des relations américano-iraniennes, mais affecteront également la stabilité du Moyen-Orient et le paysage international au sens large.

Nicolas Faure

Source : [Centre d'études géostratégiques](#)

14 avril 2025